

**Bureau du vérificateur général du Canada**  
**Rapport financier trimestriel**  
**pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022**



Bureau du  
vérificateur général  
du Canada

Office of the  
Auditor General  
of Canada

**Pour obtenir de l'information, veuillez communiquer avec les :**

Communications

Bureau du vérificateur général du Canada

240, rue Sparks

Ottawa (Ontario)

Canada K1A 0G6

Téléphone : 613-995-3708 ou 1-888-761-5953 (sans frais)

Télécopieur : 613-957-0474

Numéro pour les malentendants (ATS seulement) : 1-613-954-8042

Courriel : [communications@oag-bvg.gc.ca](mailto:communications@oag-bvg.gc.ca)

Site Web : [www.oag-bvg.gc.ca](http://www.oag-bvg.gc.ca)

ISSN 1927-1980

# Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

## Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le budget principal des dépenses. Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen externe.

Le Bureau du vérificateur général du Canada (BVG) a une seule activité de programme : l'audit législatif. Il réalise des études et des audits indépendants qui fournissent information, avis et assurance objectifs au Parlement, au gouvernement et à la population canadienne.

## Mandat

La vérificatrice générale du Canada est une mandataire du Parlement. Elle est indépendante du gouvernement et présente ses rapports directement au Parlement. Ses fonctions sont établies par la *Loi sur le vérificateur général*, la *Loi sur la gestion des finances publiques*, ainsi que d'autres lois et décrets en conseil. Elles consistent à réaliser des audits législatifs et, dans certains cas, à effectuer une surveillance des ministères et organismes fédéraux, des sociétés d'État, des gouvernements territoriaux ainsi que d'autres entités.

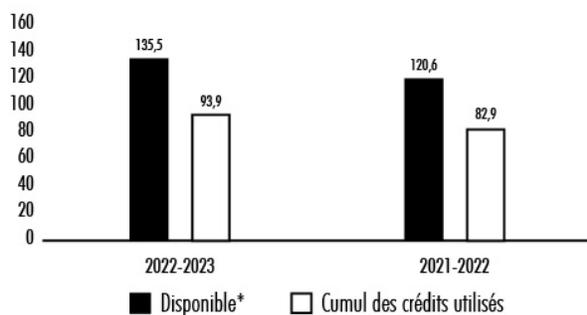
## Mode de présentation

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport présente les autorisations de dépenser du BVG accordées par le Parlement et celles utilisées par le BVG, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses pour l'exercice 2022-2023. Ce rapport trimestriel présente de l'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser. Le BVG utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont encore établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

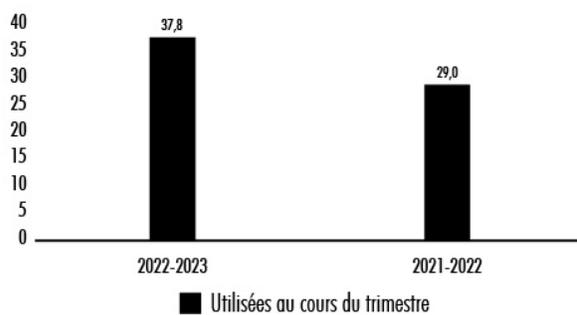
## Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Les autorisations disponibles aux fins d'utilisation ont augmenté surtout en raison de l'approbation d'une demande de report de fonds et des fonds supplémentaires requis au titre des augmentations économiques approuvées. Les autorisations utilisées ont augmenté principalement en raison des augmentations économiques approuvées pour les périodes de 2018 à 2022 et de changements dans la main-d'œuvre.

Autorisations disponibles et utilisées  
au 31 décembre  
(en millions de dollars)



Autorisations utilisées au cours du trimestre terminé  
le 31 décembre  
(en millions de dollars)



\* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

## Risques et incertitudes

Il n'y a pas de risques et d'incertitudes importants à rapporter.

## Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Conformément aux changements récemment approuvés dans l'administration publique centrale, le BVG a approuvé des augmentations économiques pour le groupe de la direction pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2022.

Approuvé par :

La vérificatrice générale du Canada,

La vérificatrice générale adjointe  
et dirigeante principale des finances par intérim,

Original signé par

Original signé par

---

Karen Hogan, FCPA

---

Vicki Clement, CPA, CA

Ottawa, Canada  
Le 28 février 2023

## État des autorisations (non audité)

	Exercice 2022-2023			Exercice 2021-2022		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice terminé le 31 mars 2022*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2021	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	(en milliers de dollars)					
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	125 254	34 592	84 868	110 743	25 846	74 172
Moins : Recettes à valoir sur le crédit	(2 660)	–	(620)	(2 660)	(7)	(648)
Crédit net 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	122 594	34 592	84 248	108 083	25 839	73 524
Autorisations législatives budgétaires	12 869	3 217	9 651	12 523	3 130	9 392
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	<b>135 463</b>	<b>37 809</b>	<b>93 899</b>	<b>120 606</b>	<b>28 969</b>	<b>82 916</b>
Autorisations non-budgétaires	–	–	–	–	–	–
<b>Autorisations totales</b>	<b>135 463</b>	<b>37 809</b>	<b>93 899</b>	<b>120 606</b>	<b>28 969</b>	<b>82 916</b>

\* Comprend seulement les autorisations disponibles aux fins d'utilisation et celles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

## Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

	Exercice 2022-2023			Exercice 2021-2022		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2022	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2022	Sommes dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2021	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
	(en milliers de dollars)					
<b>Dépenses :</b>						
Personnel	113 914	33 781	83 290	100 386	24 500	71 477
Transports et communications	3 200	785	1 473	3 500	130	409
Information	1 000	435	961	1 000	458	755
Services professionnels et spéciaux	13 629	2 082	6 332	11 880	2 877	8 019
Location	2 750	327	1 710	2 750	376	1 884
Services de réparation et d'entretien	160	257	319	225	19	40
Services publics, fournitures et approvisionnements	170	17	33	225	12	42
Acquisition de matériel et d'outillage	3 250	119	394	3 250	604	924
Autres subventions et paiements	50	6	7	50	–	14
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>138 123</b>	<b>37 809</b>	<b>94 519</b>	<b>123 266</b>	<b>28 976</b>	<b>83 564</b>
<b>Moins les recettes affectées aux dépenses :</b>						
<b>Sommes recouvrées</b>						
Des membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL)	(660)	–	(28)	(660)	(7)	(43)
Des audits internationaux	(2 000)	–	(592)	(2 000)	–	(605)
<b>Total des sommes recouvrées</b>	<b>(2 660)</b>	<b>–</b>	<b>(620)</b>	<b>(2 660)</b>	<b>(7)</b>	<b>(648)</b>
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>135 463</b>	<b>37 809</b>	<b>93 899</b>	<b>120 606</b>	<b>28 969</b>	<b>82 916</b>